L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN..... $10 } payable d'avance
No. TROIS FOIS PAR SEMAINE.. $5 }

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 14 JUILLET 1841.

POUR GOUVERNEUR :

HENRY JOHNSON

Les attaques des nègres et gens de couleur contre les blancs deviennent si fréquentes de jour en jour, que le temps, et leur conduite est si peu en harmonie avec les devoirs que nos lois leur imposent, qu'il est de la plus haute importance d'aviser, sans retard, aux moyens d'arrêter les progrès du mal pendant qu'il en est temps encore. Mais en attendant le résultat de l'investigation que les autorités doivent ordonner dans l'intérêt public, qu'il nous soit permis de présenter quelques courtes observations à cet égard.

Il n'est malheureusement que trop vrai que beaucoup de personnes de couleur ne traitent pas les blancs avec déférence et le respect convenables et qu'elles considèrent les lois qui les concernent comme une lettre morte. On ne saurait se dissimuler non plus que l'excessive tolérance des magistrats et des électeurs à leur égard ne les enhardissent de plus en plus. Cependant il serait injuste de ne pas reconnaître qu'il y a d'honorables exceptions; et peut être trouverait-on, en y regardant de près, que les plus coupables sont des étrangers qui ne sont introduits parmi nous qu'en violation de nos lois.

Cet état de choses fait doublement regretter que le projet de loi présenté à la dernière session par l'honorable M. Claiborne soit demeuré dans les cartons de la chambre. Espérons du moins que la prochaine session on réparera le temps perdu en présentant un bill complet sur le matière, et que nos législateurs donneront à ce sujet important toute l'attention qu'il mérite.

Cour du Recorder de la Première Municipalité.

Hier, ont comparu devant le recorder, plusieurs individus accusés d'avoir tenu des maisons de jeu. Ils ont été renvoyés de la plainte, à l'exception de M. M. L. Parvy et James Moreau, qui ont à fournir chacun un cautionnement de $1000 pour comparaître devant la Cour Criminelle.

Examen de Solomon Kohn, Geo. Weil et 41 autres personnes impliquées dans la riote qui a eu lieu dimanche dernier à Carrollton.

La cour a commencé hier, à 3 heures, dans la ville de Lafayette, sous la présidence du juge Elliot, pour examiner les personnes qui ont pris part à la riote qui a eu lieu à Carrollton, et dans laquelle M. T. seddes a été tué. Cet examen a duré jusqu'à 7 heures.

Après avoir entendu les témoignages, le juge a prononcé que Solomon Kohn et George Weil seront à comparaître le quatrième lundi de juillet, pardevant la Cour Criminelle. Kohn a fourni le cautionnement de $1000 exigé par la Cour, Weil n'a pas été admis à donner caution.

L'examen des autres accusés sera continué ce matin à neuf heures.

MAIRIE DE LAFAYETTE.

Examen de Leonard accusé d'avoir mis le feu à sa fabrique de savon à Lafayette.

Thomas Hogarty dépose as. ar vu dimanche matin à sept heures, une grande quantité de tonneaux pleins et en feu à une distance d'environ dix pieds de la fournaise et sur la pile bois auprès de laquelle il se trouvait en ce moment.

J. H. McDaniel n'a pas vu de feu dans le fourneau. Gaudard a vu du bois empilé et tout près de ce bois des chaudières. Il a dit : cependant personne arrivez sur le lieux et son opinion est que le feu ne pouvait pas provenir du fourneau.

Knettles dépose que Leonhardt a fait assurer son établissement le 25 juin pour 4000 $, à la compagnie d'Assurance des Poupées.

Daniel Young a vu l'accusé dimanche à deux heures du soir au coin des rues St. Louis et Royale. Il paraissait très inquiet et dit qu'il craignait qu'on ne l'accusât d'avoir incendié son établissement, et qu'en cas d'arrestation il allait s'occuper de trouver une caution, quoique le chose lui paraît bien difficile.

Drummond a vu l'accusé allant en villepetre du marché St. Marie, vingt minutes avant que le feu ne se déclarât.

Jones dit que le feu ne lui a pas été communiqué par les fourneaux parce que le vent était bas.

Les témoins entendus, le maire dit faire que la conduite du prisonnier lui paraissant très-suspecte, il croyait devoir l'envoyer à la Cour Criminelle. M. C. K. Johnson était chargé de la défense de l'accusé.

En transmettant au Congrès un grand nombre de pétitions demandant une loi générale sur les faillites, le Président Tyler recommande la passation d'une loi favorable au vœu des pétitionnaires qu'il croit aussi en faveur avec la majorité des citoyens de toutes les Etats.

Extrait de la correspondance du *Charleston Courier*.

Washington, 5 juillet.

Le général W. Scott quoique major général de l'Etat Unis en remplacement du général Macomb, est en ce moment à Washington. Il y a des personnes qui supposent que le général Gaines refusera de lui obéir. Mais on doit se rappeler que le comité de retrenchement dont faisait le rapport à la prochaine session, proposera de supprimer la place de major général.

Nous apprenons par des lettres particulières que la décision de la Cour de New-York sera contraire à la libération de M. Leod, mais on ne s'empare pas qu'un appel de la question soumise à la cour ait été suffisamment prouvé qu'il agit sur l'autorité du gouvernement Britannique.

L'opposition a fait de cette affaire une question de parti. La dernière administration est deux ans trop tôt pendant quatre ans, elle a couvert le feu tant que le put, tant qu'elle a cru en pouvoir et puis elle a mis le feu en quittant les affaires. Il maintenant elle accuse la nouvelle administration de manque de patriotisme! Il n'y a pas à discuter sur l'honnêteté de cette conduite.

La libération de M. Leod opérée, il sera du devoir de la nouvelle administration d'exiger réparation du gouvernement Anglais ou donner de faire la guerre. Il n'y a pas d'autre moyen. Aussi croyons-nous que tout Américain ayant à cœur l'honneur de son pays, doit s'abstenir d'embarasser par une opposition intempestive la marche du pouvoir. Le congrès ne siége pas aujourd'hui.

On lit dans la *Gazette de Pensacola* du 10 :

Le frégate des Etats-Unis *Mercedonian* et la corvette *Warren* sont partis le 4, allant à Boston.

Le steamer *Acadia* est parti de Halifax le 18 à cinq heures du soir avec soixante-dix passagers pour Liverpool.

Par une de ces funestes imprudences contre lesquelles ne sauraient assez se prémunir ceux qui touchent des armes à feu, un M. John H. Thomas a tué Madame Ketchum, sa propre sœur, à Newark, Ohio.

EXTERIEUR.

EUROPE.

ARRIVEE DU BRITANNIA

Le *Britannia* n'a pas été remplacé par le *Achille*, comme on l'avait pensé d'abord, les avaries éprouvées par ce navire en entrant à Halifax étaient trop peu considérables pour le retenir à Liverpool; il est donc parti au jour fixé, c'est à dire le 19 juin, et le 3 juillet il était à Boston. Les nouvelles que nous devons à cet arrivage sont surtout importantes en ce qui concerne l'Angleterre.

ANGLETERRE.

PARLEMENT.—La lutte entre le ministère et l'opposition n'est continuée avec une remarquable ardeur de part et d'autre. La motion de Sir Robert Peel qui déclarait que le ministère actuel ne possédait pas la confiance de la Chambre, a été discutée jusqu'au 5 juin, puis elle a été mise aux voix et elle a été adoptée à une voix de majorité. Le ministère a donc éprouvé encore une nouvelle défaite; mais on sait qu'il y était préparé et que sa ligne de conduite était tracée d'avance. Il ne s'en est pas départi; bien que la motion de sir Robert Peel fut formelle, bien qu'elle déclarait le maintien du ministère en contradiction avec l'esprit de la constitution, le ministère n'a pas faibli, n'a pas eu un instant. A peine le vote de la Chambre eut-il été annoncé et eut-il été accueilli par les acclamations de l'opposition, que lord John Russell se leva et annonça que le ministère prendrait quarante huit heures pour délibérer sur la conduite qu'il avait à tenir. Ce délai expiré, il se présenta de nouveau à la Chambre et déclara qu'il demanderait à la Reine de prononcer la dissolution du Parlement Sir Robert Peel qui comptait faire accéder à sa première attaque une proposition pour refuser les subsides nécessaires, y a renoncé pour attendre l'effet de cette démarche. Il n'existe pas que point de doute sur le résultat : la Reine convertira à la dissolution. Aussi toute l'Angleterre est dans ce moment dans un état d'excitation très vive. de fous côtés on se prépare aux élections, le ministère a grand espoir qu'elles lui seront favorables et que le nouveau parlement lui donnera la majorité que lui a refusée celui qui siége encore. Cette crise absorbe complètement toutes les pensées, et tout disparaît devant le vif intérêt qu'y prennent les deux partis.

LONDRES, 18 juin 1841.—Telle est en ce moment la situation des choses : le Parlement n'est pas encore dissous parce qu'il faut le temps nécessaire pour terminer la besogne courante ; mais on attend de jour en jour la dissolution. Le pays cependant est profondément remué par les préparatifs électoraux. Au milieu de l'agitation qui règne partout, on peut croire ce qui se passe à Londres. Une demande signée par plus de 5000 personnes, a été adressée à lord John Russell pour le supplier de se porter comme candidat aux prochaines élections. Le noble Lord a accepté ; il s'est rendu à la Taverne de Londres où il a été reçu par une foule immense du plus vif enthousiasme. On ne doute pas de sa réélection. Les trois autres candidats whigs paraissent également assurés de leur élection. La position n'a aucune chance pour lutter dans la capitale. Il en est de même sur beaucoup d'autres points, surtout dans le vonnage de Londres. Parmi les candidats on cite le frère du ministre président de la Grande Bretagne aux Etats-Unis, le colonel Fox. L'avenir du ministère actuel est donc assez brillant, comme vous le voyez ; il triomphera, et il n'y a plus qu'une seule question, celle de savoir si son triomphe sera assez complet pour satisfaire entièrement les opiniâtres que peut conserver le parti tory.

Nouvelles diverses—On parle de quelques modifications dans le cabinet. Le comte de Haddington, George Grey conserveront comme secrétaire de la guerre M. Baring aura probablement réserve une ambassade. Lord Morpeth deviendrait secrétaire de l'intérieur, et M. E. J. Stanley, premier secrétaire pour l'Irlande. On assure aussi que Lord Normanby doit succéder à lord Granville dans l'ambassade en France.

—Sir David Wilkie l'un des plus célèbres peintres de l'Angleterre est mort le 1er. Juin à Gibraltar. Il revenait d'Egypte où il était allé étudier les antiquités; il a été pendant son séjour dans ce pays de fréquentes entrevues avec Mehemet Ali dont il a fait un fort beau portrait.

—Le Caledonia, parti le 1er juin de Boston, était arrivé à Liverpool le 14 dans la soirée. Le Britannia lui même, malgré le léger accident éprouvé au commencement de son voyage, a fait une belle traversée.

—La lutte qui a eu lieu dans le parlement, n'empêche pas les chefs de parti de se livrer à des prescriptions moins sérieuses. Lord John Russell doit épouser prochainement lady Fanny Elliot, seconde fille du comte et de la comtesse de Minto. Le mariage aura lieu à la fin de la saison. Le noble lord a 59 ans; il est veuf de Lady Ribbledale qu'il épousa en 1835 et qui est morte en 1838, lui laissant un fils et une fille. Lady Fanny Elliot est agée de 36 ans.

—La fille aînée de sir Robert Peel est fiancée au Vicomte de Villiers, fils aîné du comte et de la comtesse de Jersey.

—Le théâtre d'Astley à Londres a été détruit le 8 juin par un incendie. On estime à £30,000 la perte totale; les assurances sont loin de s'élever à cette somme.

CHINE.—Sir Henry Pottinguer est parti pour Canton, afin d'y remplacer le capitaine Elliot, en vertu de instructions qu'il a reçues sont de la nature la plus bienfaisante. On croit que nous aurons ensemble le 1er parfaite attitude et c'est de nous faire connaître l'effet de relâcher en qui s'est passé entre nous au risque de se rétracter.

FRANCE.

La chambre des Pairs a voté le 2 juin la loi des crédits supplémentaires pour 1841.

—La loi sur le recrutement de l'armée n'a pas réussi complètement à la Chambre des Pairs; et le maréchal Soult par suite de cet échec paraît à cru devoir offrir sa démission; mais elle a été refusée, et le maréchal reste au ministère. Cet échec a causé quelque sensation dans Paris, mais cette sensation n'a été que passagère. Le maintien du maréchal Soult au ministère de la guerre est considéré comme un triomphe remporté sur le comte Molé, le duc d'Orléans et la Chambre des Pairs.

—Une discussion sur le procès d'Alger s'est engagée entre les journaux de France et ceux d'Angleterre.

Quelques-uns parmi ces derniers contestaient d'affirmer que le gouvernement français a pris des engagements pour la cession des conquêtes françaises en Afrique. Ils prétendent qu'un nouveau ministère pourrait exiger l'accomplissement de ces promesses; mais ces prétensions sont trop absurdes pour qu'on y accorde une sérieuse attention.

—M. Lorenzo Draper, Consul des Etats Unis à Paris, a reçu le 9 juin son exequatur du Roi des Français. Le Consul de la République du Texas au Havre, M. Parvery, a été également reconnu en cette qualité.

Le Temps et le *Commerce* du 15 juin annoncent que le gouvernement autrichien a conclu un emprunt de 150,000,000 de florins avec MM. Hope & Rothschild. A la Bourse, on a assuré que cet emprunt n'était que de 60,000,000. Quoiqu'il en soit la Baron Salomon de Rothschild qui était à Francfort est parti pour Vienne et un voyage se rattache-t-on, à l'emprunt ci dessus.

—La *Gazette de France* du 16 juin affirme de nouveau qu'un traité pour la partage de l'empire Ottoman a été conclu entre les quatre grandes puissances. La Grande Bretagne doit avoir l'Egypte, la Russie Constantinople, l'Autriche, les provinces qui bordent le Danube et la Prusse par compensation s'agrandira de la Saxe, d'une partie sur la Pologne et du Hanovre. Pour assurer ce partage, les quatre grandes puissances consentent à laisser à la France la tranquille possession de ses conquêtes en Afrique. Le *National*, prenant au sérieux la nouvelle donnée par la Gazette de France, demande comment il se fait que M. Guizot ne songe pas à démentir des assertions qui inquiètent l'esprit public. "L'Empire Ottoman, dit le National tombe en ruines. L'insurrection achève l'œuvre commencée par le traité de juillet. Il est impossible qu'une pareille situation ait échappé à l'attention des acheteurs de la convention de Londres, et il est improbable encore que la Russie n'ait point prévu une éventualité qu'elle a préparée avec tant de soin. Si ces bruits ne sont pas fondés, comment se fait-il que le protocole de Londres ne soit pas encore signé? M. Guizot avait cependant annoncé, avec la plus imperturbable assurance, pendant la discussion sur les fonds secrets, qu'il était certain de pouvoir soumettre à la Chambre le résultat des négociations. Voici cependant que la session approche et il n'en a pas encore été dit un mot."

ALGERIE.—Le Moniteur contient une dépêche du général Bugeaud, datée de Mostaganem, laquelle rend compte de différentes opérations militaires qui ont eu lieu dans l'intérieur de l'Afrique. Voici cette dépêche.

MOSTAGANEM, 4 juin 1841.

Le Gouverneur Général des possessions françaises du Nord de l'Afrique au ministre de la guerre.

Après un long et pénible marche de huit jours et quelques légères escarmouches avec les Arabes sur nos flancs et nos derrières, empêchés soit toutes les 16 à 18 heures de voyage, le 25 mai, après un engagement qui fait beaucoup d'honneur aux Zouaves, la colonne s'empara de Tekedempt, où elle se trouva point d'habitans, nous ayant tous abandonnés à notre approche; mais en un instant cette importante fut démolie ou détruite. De Tekedempt à Mascara on nous arrivâmes le 30; nous fûmes continuellement environnés par l'armée de l'Emir, qui se tenait à distance et évitait tout engagement. Nous la mînes en fuite à Foutassa et devant Mascara. Le jer juin, nous quittâmes Mascara, en y laissant trois bataillons, avec des provisions pour cinquante jours. Dans la nuit du 2 au 3, le maréchal Soult, notre arrière garde fut vivement attaquée par l'ennemi ou six mille Arabes; les trois bataillons dont elle était composée, sous le commandement du général Levasseur, et auxquels il nous était impassible de porter du secours à cause de la disposition du terrain, ont déployé le plus grande fermeté. Dans cette attaque l'ennemi a perdu environ trois à quatre cents hommes, tandis que notre arrière garde n'a que dix sous de cinquante quatre blessés. Après cette heureuse expédition, la colonne est rentrée à Mostaganem le 3 juin, n'ayant à regretter que vingt hommes tués, quatre vingt dont officiers et environ cent cinquante malades. J'ai de grands éloges à donner à la fermeté du corps d'expédition. La cavalerie avait emporté des provisions pour quatorze jours de marche, et elle ne les a déposé que lorsqu'il a fallu combattre. Le duc de Nemours est en bonne santé. Nous préparons en ce moment nos convois, et nous espérons pouvoir nous mettre en marche le 7 ou le 8 pour agir en avant de Mascara et probablement au nous emparer de Saida, fort dont la construction met au moins aussi redoutable que celle de Tekedempt.

ESPAGNE

La santé de la jeune Reine donne d'assez sérieuses inquiétudes, rien n'a encore été décidé au sujet de la future royale. La gêne financière du gouvernement est toujours la même.

MADRID, 8 juin 1841.—Le comité des cortès, nommé pour faire un rapport sur la tuté de la jeune Reine et de l'infante sa sœur, a eu hier une entrevue avec les ministres immédiatement après la séance. On attend donc le rapport de jour en jour. L'opposition discute son sur ce point important a mis en mouvement tous ceux qui y ont qu'intérêt. On s'attend à grandes difficultés, mais il sera temps de les discuter quand le rapport aura été présenté. La *Correo* demande que la tutelle soit donnée à Don Francisco, oncle de la jeune Reine, mais il ne réfléchi pas à ce choix beaucoup de partisans.

Avant hier soir les capitalistes et les actionnaires de la Banque auxquels le gouvernement avait demandé une avance de soixante dix millions de réaux, ont présenté leur réponse. Elle est loin d'être favorable. Au lieu de se rendre aux désirs du ministre des finances, ils ont indiqué les moyens de payer ce qui leur est dû à eux mêmes : ils veulent qu'on leur abandonne la taxe, nommé *frutos civiles*, espèce d'impôt foncier qui produit annuellement quinze millions et le service des dettes sur le sel. Quant aux avances qu'on leur demande, ils n'en ont pas dit un mot. C'est du reste la seule réponse à laquelle doive s'attendre un ministre soupçonné de vouloir opérer des réformes portées dans le système administratif et financier de pays.

La jeune Reine sa sœur elle Régent doivent se rendre le mois prochain à la Granja. Les médecins ont conseillé à Sa Majesté d'y passer une partie de l'été. Les craintes qu'on a conçues sur la santé de la jeune Reine, ne sont point justifiées par son air et la vie qu'elle mène; elle assistant, il y a que ques jours, à une représentation du théâtre de Santa Cruz.

—La Chambre des Députés, vu le déplorable état où se trouve le palais législatif, a résolu de tenir ses séances provisoirement dans la salle du théâtre del Oriente.

—On pensait que le ministère présenterait aux Cortès un projet de loi sur les municipalités; mais il paraît qu'il a laissé ce jour à un comité de la Chambre composé presqu'entièrement de membres appartenant aux *Exaltistes*.

ALLEMAGNE

Le London Chronicle du 17, publie une adresse que la ville de Breslau a présentée à la diète provinciale de Silésie, pour la supplier de demander au roi de Prusse une constitution représentative. Le roi de Prusse mécontent de cette requête a refusé publiquement d'accéder à l'invitation que lui a faite la magistrature de la ville de le recevoir dans cette ville pendant les grandes revues qu'il y fera. Le maire de Breslau, M. Heimgine, est actuellement à Berlin, où il cherche à se rendre favorable le roi de Prusse.

—Le 1er juin, le Landgrave de Hesse-Hombourg est mort subitement. Il était âgé de 74 ans. Il était le père de la princesse Louise, femme du prince Frédéric des Pays-Bas, et de la princesse Elisabeth, femme du prince Alexandre